

« Bas les pattes devant le Venezuela, aucune ingérence étrangère ! »

C'est un fait, les élections à l'assemblée constituante qui viennent d'avoir lieu au Venezuela ont été marquées par une participation significative : les travailleurs, les paysans se sont mobilisés pour aller voter.

Et pourtant l'Union européenne vient de publier une déclaration : *« L'Union européenne et ses États membres ne peuvent pas reconnaître l'Assemblée constituante ».*

De quel droit ?

De quel droit l'Union européenne dont les plans d'austérité saignent les peuples d'un bout à l'autre du continent, de la Grèce au Portugal ; de quel droit l'Union européenne fauteur de guerre dans le monde entier, de quel droit remet-elle en cause les élections au Venezuela ?

Que cela plaise ou non à Macron, Merkel et à leur maître Trump, le gouvernement du Venezuela est légitime, le peuple vénézuélien a le droit de décider souverainement. Il a le droit d'élire une Assemblée constituante.

Ce n'est ni à Trump, ni à Macron, ni à l'Union européenne de décider à la place du peuple du Venezuela !

Au Brésil, pays voisin du Venezuela, des dizaines d'organisations ouvrières et populaires, parmi lesquelles le Parti des travailleurs, la Centrale unique des travailleurs, le Mouvement des sans terre ont publié un manifeste « pour la paix au Venezuela » dans lequel elles déclarent : *« Le peuple vénézuélien, libre et souverain, a repris entre ses mains les pouvoirs qui sont les siens, et voté massivement pour élire ses représentants à l'Assemblée constituante nationale. Plus de 8 millions de personnes se sont déplacés en dépit du boycott et du sabotage de groupes anti-démocratiques (...) Les femmes et les hommes de bonne volonté dans le monde entier devraient saluer haut et fort cette affirmation historique du droit à l'autodétermination au Venezuela, et constituer une vaste chaîne de solidarité pour refuser toutes les menaces d'intervention étrangère. »*

N'est-ce pas, en effet, cela que devraient faire dans le monde entier les organisations qui se réclament de la défense des droits ouvriers et de la démocratie ?

En France le même gouvernement Macron-Philippe, gouvernement illégitime, a l'arrogance de vouloir aller jusqu'au bout dans la destruction du code du travail, de la Sécurité sociale et de tous les droits démocratiques, et de remettre en cause le gouvernement légitime du Venezuela !

Le POID s'adresse à toutes les organisations se réclamant de la défense des droits des travailleurs et de la démocratie : agissons en commun contre l'ingérence de Trump, de l'Union Européenne et de Macron contre le peuple au Venezuela !

Unité pour le respect de la souveraineté du peuple vénézuélien !